

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Afghanistan Les dossiers

N° 460 du 30.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_afghans.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

'La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être'.

(MICHEL BOUNAN)

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire :

Tiré à part :

Omar Khadr -- Enfant-soldat torturé et emprisonné illégalement à Guantanamo.

1 Dossiers

1-1 Guy Van Sinoy, Charles-André Udry : Irak-Afghanistan: Les bourbiers de l'Oncle Sam.

1-2 W. Michael Reisman: Les résistants ne sont pas un groupe terroriste.

1-3 La mission canadienne: inutile ou essentielle ?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Un quart des votes aux législatives annulés pour irrégularités = 23% !

2-2 Karzaï optimiste sur la réconciliation et la paix.

3 Annexe

3-1 Pascal Sacre: Le traitement médiatique et politique des prisonniers d'opinion.

3-2 Robert Parry\*, Andrew Hughes, Allan Nairn, Roxana Tiron : Obama nomme des officiers corrompus à la tête des armées

3-3 La promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

3-4 Lutte contre le terrorisme : un expert critique le régime créé par le Conseil de sécurité

---

---

## Avant propos

**‘La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu’il est impossible d’admettre que le terrorisme soit réellement ce qu’il prétend être’.**  
**(MICHEL BOUNAN)**

Les médias occidentaux pro USA usent d’un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qāīda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

---

---

## Tiré à part :

Omar Khadr -- enfant-soldat torturé et emprisonné illégalement à Guantanamo, avec l'entière collaboration du gouvernement canadien -- en est venu à plaider coupable à des accusations absurdes qui n'auraient jamais dû être portées,

(disponibles sur le site du Collectif : [www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org))

Raymond Legault, pour le Collectif Échec à la guerre

## Ben Laden, terroriste bon teint bon œil exhibé selon les besoins !

Depuis bientôt 10 ans, on nous le sort comme un guignol qu’on nous exhibe pour servir et valoir ce que de droit ...

Logiquement un guignol c’est pour faire peur certains enfants et en faire rire d’autres. On nous le montre dans une photo datant de plus de 12 ans, pouponné ... paraissant jeune et en très bonne santé, alors qu’on le savait déjà vieillissant et en santé défaillante.

Hijack

Ben Laden par ci, Ben Laden par là ... et si ça se trouve, il est déjà dans l'au-delà !

Qu’on se le dise ... B.L n’a jamais revendiqué les attaques du 11/09 !!!

Toutes les cassettes vidéos soit disant authentifiées l’ont été uniquement par la CIA ... et démenties par des experts indépendants.

Alors comme ça, B.L parle de la France ... wow !!! Chouette !!! On existe alors !!! Je n’en sais rien, s’il est mort ou vivant, mais probablement mort ou alors réduit à l’état de SDF en planque, malade, plus vieux (on se permet de nous le présenter bien joufflu et en bonne santé ... parce qu’il le vaut bien ! ... veulent-ils nous faire croire.

Les services secrets américains et autres, capables de suivre une mouche par satellite n’importe où sur la planète ... échouent dès qu’ils’agit du dit terroriste bon teint bon œil, tous leurs moyens technologiques, humains ne parviennent pas à mettre la main dessus, même dans un dessin animé ça ne passera pas ... mais pourtant, nos médias y croient ... j’espère pour eux qu’ils tentent juste de faire peur, autrement, je les plains sincèrement.

Faire tout ce tapage avec des faux est méprisable ... la France passe pour une conne et les français pour des cons !

La vraie histoire de Ben Laden ne vaut pas plus que la version des guignols !

La cassette ben Laden vue par les Guignols

Vidéo : <http://www.reopen911.info/video/la-cassette-ben-laden-vue-par-les-guignols.html>

---

## 1 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 1-1 Guy Van Sinoy, Charles-André Udry : Irak-Afghanistan: Les borbiers de l'Oncle Sam.

Engagés en Afghanistan depuis 2001 et en Irak depuis 2003 dans des guerres devenues de plus en plus impopulaires, où la victoire est de plus en plus improbable, les Etats-Unis du prix Nobel de la « Paix » Barack Obama multiplient les opérations de pure communication afin de redorer leur blason. Loin de se résoudre, ces deux conflits majeurs s'enlisent dans des pays ravagés, avec des centaines de milliers de victimes civiles. (LCR-Web)

#### Afghanistan: les Etats-Unis ont déjà perdu la guerre

Le 7 octobre 2001, peu après les attentats du 11 septembre à New York, les Etats-Unis intervenaient militairement en Afghanistan, avec le soutien militaire d'autres puissances occidentales - Royaume-Uni, France, Canada (1) – et l'appui de l'Alliance du Nord (le Front Uni Islamique et National pour le Salut de l'Afghanistan) (2). Selon les dires de George W. Bush, cette guerre s'inscrivait dans le cadre de la "lutte contre le terrorisme". Le but déclaré était de capturer Oussama Ben Laden et de détruire dans ce pays l'organisation Al-Qaïda qui bénéficie du soutien des résistants.

#### Le véritable enjeu de la guerre

Mais le problème de l'état-major militaire américain n'était pas d'affronter et de vaincre militairement, dans le cadre d'une guerre conventionnelle, un adversaire clairement identifié et localisé. Le caractère montagneux du pays rend plus difficiles les opérations militaires, contrairement à l'Irak qui est plus urbanisé.

Le véritable enjeu était, au-delà de l'isolement et de la capture de Ben Laden, de mettre sur pied un pouvoir politique favorable à l'impérialisme américain et qui jouisse du soutien d'une partie significative de la population afghane. C'était et cela reste un objectif impossible à atteindre pour l'impérialisme dans un pays où le tissu social, dévasté par trente ans de guerres, est en lambeaux. L'Afghanistan figure d'ailleurs en avant-dernière position dans le classement mondial de l'indice de développement.

#### Trois décennies de guerre ont ravagé l'Afghanistan

Dans le passé, l'URSS a participé au maintien de l'ordre mondial dans le cadre de sa coexistence pacifique avec l'impérialisme. L'intervention militaire soviétique en Afghanistan de 1979, s'inscrivait dans ce cadre, l'Afghanistan étant considéré comme faisant partie de la zone d'influence de la bureaucratie du Kremlin. En dix ans, la guerre entre les troupes soviétiques et les moudjahidines (soutenus et financés par la CIA) a fait plus d'un million de morts dans la population afghane, dont la majorité de civils, et 14.000 morts dans l'armée soviétique.

Après le retrait des troupes soviétiques en 1989, une lutte armée a opposé les résistants (commandés par le mollah Omar) à l'Alliance du nord ayant à sa tête le commandant Massoud. En 1996, les résistants, soutenus par les Etats-Unis, sont parvenus à s'imposer et à prendre le pouvoir. La guerre déclenchée par les Etats-Unis en 2001 correspond donc à un renversement d'alliances: les résistants, auparavant soutenus par les Etats-Unis, devenaient un adversaire. S'il paraissait difficile, voir impossible, de les anéantir, il fallait du moins réduire fortement leur influence.

#### Un borbier semblable à celui du Vietnam

En septembre 2010, cela fera 107 mois que les troupes impérialistes sont en Afghanistan, soit plus longtemps que l'armée américaine au Vietnam où elle est restée 103 mois. Les troupes de l'Oncle Sam ont certes perdu moins de soldats qu'au Vietnam (un millier en Afghanistan, plus de 58.000 au Vietnam).

Mais Ben Laden court toujours et les résistants sont loin d'être affaiblis. Ils se sont même renforcés dans le Sud et sont capables de mener des opérations militaires jusque dans la capitale.

Les Etats-Unis ont mis en place un régime fantoche corrompu avec à sa tête Hamid Karzaï, un aventurier politique d'origine pachtoune qui, après avoir soutenu Massoud, a collaboré avec les résistants lors de leur prise du pouvoir en 1996, avant d'être porté à la tête du pays par les milieux néoconservateurs américains de la Maison Blanche. Le régime de Karzaï, dont l'autorité au-delà de la capitale Kaboul est extrêmement limitée, ressemble comme deux gouttes d'eau au régime fantoche sud-vietnamien porté à bouts de bras pendant des années par les Etats-Unis et qui s'est effondré comme un château de cartes peu après le retrait des troupes US.

#### La déroute de la stratégie de la contre-insurrection

Présenté jusqu'ici comme l'homme providentiel capable mener à bien la stratégie choisie par Obama, le général McChrystal, commandant des forces américaines et de celles de l'OTAN en Afghanistan, était parvenu, en décembre 2009, à obtenir du président américain l'envoi de 30.000 hommes supplémentaires en Afghanistan. Il vient d'être limogé en juin dernier pour s'être moqué ouvertement du vice-président Joe Biden et est remplacé par le général Petraeus, précédemment chef d'état-major en Irak. Petraeus, qui est un peu plus poli que son prédécesseur, représente un changement sur la forme et non sur le fond. Car les deux militaires sont partisans de la doctrine de la contre-insurrection (COIN) qui consiste à occuper militairement le terrain de façon massive, de tenter de gagner la confiance de la population et de ne pratiquer que des frappes militaires très ciblées contre

l'ennemi tout en évitant de commettre des "dégâts collatéraux" (c'est-à-dire de tuer inutilement des civils innocents). Cela c'est la théorie.

En pratique, sur le terrain, la population civile subit de plein fouet la guerre et le ressentiment est immense. Au cours des quatre premiers mois de 2010, les forces de l'OTAN ont tué quelque 90 civils, soit une hausse de 76% par rapport à la même période en 2009. Pour éviter ce genre de bavures, McChrystal avait donné des consignes strictes de prudence: "Pour chaque innocent que vous tuez, vous vous créez dix nouveaux ennemis".

En vain.

Curieusement, cette doctrine de la contre-insurrection s'inspire des échecs militaires de la France en Algérie (1962) et des Etats-Unis au Vietnam (1975). Elle exige avant tout un gouvernement qui soit crédible et légitime aux yeux de la population. C'est-à-dire l'inverse du régime de Hamid Karzaï dont la réélection en août 2009 a été invalidée pour raison de fraudes massives, et dont la "victoire" électorale au deuxième tour du scrutin n'a été acquise que par le désistement de l'autre candidat. En fin de compte, les résistants ne cessent de gagner du terrain. 101 soldats de l'OTAN ont été tués au cours des six premiers mois de 2010.

**Négociations inévitables avec les résistants.**

Conscients de l'impasse, les responsables européens pressent les Américains d'entreprendre des négociations avec les résistants afin de trouver un compromis politique avant d'entamer le retrait des troupes. Karzaï, qui sent le vent tourner, veut parler avec les résistants. Après la réunion de la Loya Jirga (Grande assemblée du peuple afghan), de juin dernier, il a demandé la libération de certains prisonniers résistants détenus par les Américains. Le président afghan multiplie d'autre part les contacts avec les responsables pakistanais qui représenteront un intermédiaire important dans les négociations avec les résistants. Certains chefs résistants, de leur côté, ont fait savoir qu'ils étaient prêts à discuter avec les Américains.

Pour l'instant les conseillers d'Obama croient encore en la possibilité d'infliger une défaite militaire majeure aux résistants. Pourtant la partie se jouera sur le terrain politique et non sur le terrain des opérations militaires.

Plusieurs questions subsistent. Les résistants afghans sont-ils prêts à négocier une paix au prix de l'abandon de leurs relations avec Al-Qaïda? Le Pakistan ne profitera-t-il pas de la situation pour dicter ses conditions à Kaboul? Mais une chose est certaine: les Etats-Unis ont doré et déjà perdu cette guerre et ils devront rapatrier leurs troupes sans avoir atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés il y a près de 10 ans.

Notes

(1) L'armée belge, de son côté, participe aux opérations militaires en Afghanistan à Kaboul (protection de l'aéroport), à Kunduz (déminage, neutralisation d'explosifs, protection de l'aéroport et déchargement du fret) et à Kandahar (avions de combat F-16). Elle fournit aussi des instructeurs chargés de former et d'appuyer un bataillon afghan.

(2) L'Alliance du Nord a été dirigée par le commandant Massoud jusqu'au 9 septembre 2001, date de son assassinat.

**Guy Van Sinoy, Charles-André Udry**

Jeudi, 09 Septembre 2010

[http://lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com\\_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=1753](http://lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_sectionnav&view=article&Itemid=53&id=1753)

## **1-2 W. Michael Reisman: Les résistants ne sont pas un groupe terroriste.**

La propagation du venin suite à l'occupation étrangère, sa corruption rampante, ses insultes à l'adresse des Musulmans par les occupants, la folie des États-Unis et de l'OTAN de vouloir accroître leur pouvoir aux régions pachounes du Pakistan, le nombre croissant de victimes civiles durant des bombardements aveugles, la radicalisation des peuples de toute la région, le passage des Afghans de mener une guerre de libération nationale fondée sur l'idéologie Islamique. Anatol Lieven du King's Collège à Londres a dit à ce propos concernant l'Afghanistan: "il s'agit d'une partie de chasse surréaliste, dans lequel les États-Unis et l'OTAN détectent les odeurs des 'terroristes' » [1].

Je me rends compte que l'utilisation du titre et son expression «mouvement Islamique de libération nationale» n'est pas bien reçus chez monsieur ou madame tout le monde. [2].

Comment un mouvement de libération nationale Islamique s'est créé dans une période pré-moderne et dans des régions ruraux?

Le mouvement de libération nationale et son origine ne résulte-elle plutôt pas d'une lutte anticoloniale?

L'Occident n'a eu aucune difficulté à accepter la résistance afghane à l'époque soviétique.

L'occident criait haut et fort qu'il s'agissait d'une «guerre de libération nationale.

Par exemple, l'avocat W. Michael Reisman a déclaré que sur base des Conventions de Genève de 1949, des gens armés qui s'opposent à la remise en cause de leur droit à l'autodétermination connu sous ce nom, ces gens mènent une "guerre de libération nationale." [3]

Le terme illustre le sens qui lui est dû. Il est aberrant et vexatoire que les États-Unis ont étiqueté les Afghans et les Moudjahideens venant des quatre coins du monde comme des héros de la libération nationale durant la guerre contre l'Union soviétique, et des décennies plus tard, ce même mouvement est taxé de terroristes.

Permettez-moi un instant pour expliquer quatre termes différents:

- Un Mouvement
- Islamique
- de Libération

Les groupes actuels de la résistance afghane appelé l'Émirat Islamique d'Afghanistan se compose de plusieurs groupes armés: la Shura Quetta dirigé par l'émir le Mollah Omar, le groupe Haqqani basé à l'est de l'Afghanistan, le groupe d'Hekmatyar et un certain nombre de grandes organisations basées dans les zones frontalières du Pakistan comme notamment le TTP (Tehrik-Taliban Pakistan), dirigé par Emir Hakimullah Mehsud opérant au Waziristan.

La "coalition" se compose essentiellement de Pachtounes et les objectifs principaux sont l'expulsion de toutes les troupes d'occupation étrangères et la volonté de mettre en œuvre la Sharia.

En ce sens, il s'agit d'un mouvement Islamique de libération nationaliste, le National a beaucoup d'importance car tout le monde est le bienvenu à bord, l'objectif n'est pas de créer une société socialiste [4].

Pendant ce temps, les impérialistes américains et leurs pantins qui sont dirigée par David Petraeus (Bilderberg Membre) va tenter de conquérir la région en Asie Centrale utilisant « Divide et impera » en se basant sur l'ethnicité.

Les colons britanniques ont fait de même en Afrique de l'Ouest [5].

Le mouvement de libération nationale angolaise sous l'administration portugaise était profondément divisé sur base d'appartenance ethnique et le génocide au Rwanda est aussi un exemple poignant de la tactique américaine « Divide et impera ».

Le mouvement de libération nationale (FLN) en Algérie, a été une opposition unie.

En Afghanistan, les impérialistes américains ont crée l'Alliance du Nord et la CIA avait armé cette milice afin de créer une influence dans la région.

La véritable résistance afghane n'a pas été construite par les États-Unis et l'OTAN, contrairement à l'Alliance du Nord. Plusieurs rapports internes prouve cette affirmation.

La vraie résistance islamique en Afghanistan est très différent des autres mouvements de libération nationale telle que celle en Algérie, au Vietnam, en Angola, et le Pérou (Sendero Luminoso), parce que l'aspect politique était absente.

En Algérie et au Vietnam, la lutte armée et la formation d'un Front de libération nationale n'est né que lorsque le pays était occupé par des troupes étrangères.

En Afghanistan par contre un mouvement Islamique de libération nationale est devenu une réalité seulement après l'agression des envahisseurs étrangers.

Cela reflète également la différence que l'Afghanistan est avant tout la famille, le clan, la tribu et le groupe ethnique et sa cohésion sociale dans ces terres inhospitalières.

Censored31 stipule que «diviser pour mieux régner», une tactique utilisé par David Petraeus va échouer tout comme en Irak.

David Petraeus est le général américain qui a été le commandant des forces américaines en Irak à partir de Janvier 2007 jusqu'en Septembre 2008. Ensuite il a été commandant des forces américaines en remplaçant Stanley McChrystal le 4 Juillet 2010 en tant que commandant de l'ISAF en Afghanistan.

L'Afghanistan n'a jamais été un Etat laïc, sauf dans la petite ville de Kaboul (où Karzaï, surnommé «Le maire de Kaboul" se cache depuis 2002).

L'aspect le plus fascinant, c'est l'unité au niveau national entre l'Emirat Islamique en tant que mouvement de libération et al-Qaïda qui partagent la même idéologie. Les deux parties n'avaient pas digérer les bombardements des impérialistes américains, sous l'administration de Bill Clinton en août 1998 qui avait ordonné de procéder à des tirs de missiles en Afghanistan ciblant le cheikh Oussama Ben Laden. Un mois plus tard, les impérialistes américains s'ingéraient dans les affaires internes du Kosovo avec la tactique connu "diviser pour mieux régner". La région des Balkans est la porte de l'Europe qu'elle approvisionne de drogues, de prostituées, de pétrole et de gaz.

Pendant ce temps les résistants et les Moudjahideens d'Al-Qaïda mettaient l'accent sur le renforcement de l'Émirat Islamique d'Afghanistan selon l'interprétation stricte de la Sharia et l'expulsion de toutes les troupes étrangères. Le groupe Haqqani y est pour quelque chose car cette fraction est également composé de Moudjahideen venant des quatre coins du monde et continue à soutenir les Moudjahideen.

Al-Qaïda est ainsi exprimé en termes militaires, une partie de la résistance afghane et ce depuis l'invasion soviétique. Ces Moudjahideen étrangers étaient de véritables héros en 1989 lorsque les troupes soviétiques ont du prendre la fuite suite aux lourdes pertes militaires et financières. La chute de l'empire soviétique n'était plus qu'une question de temps à l'époque.

C'est suite aux bombardements terroristes et aveugles des États-Unis que différents groupes armés se sont unis dans une lutte contre l'occupation étrangère et son idéologie démocratique (ainsi que son régime de marionnette corrompue basé à Kaboul).

C'est ce même mouvement qui s'est libéré de l'occupation soviétique. En fin de compte, l'histoire se répète.

La différence se résulte plutôt que le mouvement Islamique de libération nationale menace toute l'Asie centrale maintenant, les régions d'autres pays asiatiques tels que le Kazakhstan, les îles d'Asie du Sud et les hauts plateaux d'Iran. Cette avancée remarquable est déjà en cours avec des incidents majeurs au Tadjikistan. Les États-Unis et l'OTAN devront quitter l'Émirat Islamique d'Afghanistan et la région sera finalement libérée de toute ingérence étrangère.

Les États-Unis et l'OTAN devront battre en retraite en raison des programmes régionaux imposés par la crise économique et l'inflation. Cette guerre aura épuisé les budgets qui ont coûté énormément aux contribuables. En d'autres termes, j'utilise le mot «libération» ici de façon très limitée: la libération sociale ne sera pas une oppression socio-économique en Afghanistan mais belle et bien pour l'Occident. La démocratie va échouer et la loi Islamique ou Sharia prévaudra. Le pouvoir au peuple va échouer en Afghanistan et le pouvoir à Allah fera foi. Il n'y aura pas de démocratie bourgeoise ou d'un État socialiste pervers et injuste. Le peuple Afghan adoptera des lois selon les besoins et les souhaits du peuple afghan et les résistants sont verticalement intégrés dans la population afghane. "[6]

Une vision optimiste de l'Afghanistan après l'occupation devrait conduire à l'Émirat Islamique du Khorasan, où solidarité et développement augmenteront d'une manière substantielle en Afghanistan tel que nous le connaissons en Somalie par exemple.

L'Émirat Islamique de libération nationale doit d'abord vaincre ses oppresseurs étrangers et se concentrer sur la Palestine dans un avenir plus proche si Allah le veut.

Écrit par Censored31 qui est journaliste, chercheur et analyste, spécialiste du renseignement et de la communication stratégique.

[1] Marc W. Herold, "More of the Same Packaged as Change. Barack Obama and

[4] As falsely argued by David Whitehouse, "Afghanistan Sinking Deeper," International Socialist Review No. 69 (Jan-Feb 2010: 12 at

<http://www.isreview.org/issues/69/feat-afghanistan.shtml><...

[5] Details on Nigeria in Pade Badra, Imperialism and Ethnic Politics in Nigeria, 1960-1996 (Trenton, N.J.: Africa World Press, 1998): 72

[6] "Interview: Taliban is Part of Will of Afghan People – WikiLeaks Chief," The Voice of Russia (2010) at Censored31

Lundi 11 Octobre 2010

[http://www.alterinfo.net/W-Michael-Reisman-Les-résistants-ne-sont-pas-un-groupe-terroriste\\_a50686.html](http://www.alterinfo.net/W-Michael-Reisman-Les-résistants-ne-sont-pas-un-groupe-terroriste_a50686.html)

---

### 1-3 La mission canadienne: inutile ou essentielle ?

Depuis 2002, 3000 soldats canadiens patrouillent en Afghanistan. Plus de 150 d'entre eux sont morts au combat. Plus de 1500 ont été blessés, parfois très gravement.

À huit mois du départ prévu des troupes canadiennes, cette mission en valait-elle la peine?

Deux politiciens afghans nous donnent leur point de vue.

Pour l'un, la mission canadienne a été tout simplement inutile. Pour l'autre, au contraire, elle est si essentielle que le départ des soldats canadiens pourrait marquer le début d'une nouvelle guerre civile dans le pays.

Youssef Pachtoune est dans le secret des dieux. Il est proche du président Karzaï et il suit de près les négociations avec les résistants.

À l'aube de la soixantaine, il en a vu de toutes les couleurs. Il a soutenu les moudjahidine qui se sont battus contre les Russes, il a vécu l'exil au Pakistan, puis le retour au pays après la chute des résistants.

Il a été gouverneur de Kandahar en 2003. C'est là que je l'ai rencontré pour la première fois. Je l'ai revu hier. En sept ans, il a vieilli; ses cheveux ont grisonné, son dos s'est voûté. Le poids de la guerre.

Il est toujours aussi vif. Et toujours aussi proche du président Hamid Karzaï. Leurs pères sont cousins. Ils se connaissent depuis leur plus tendre enfance, époque bénie où l'Afghanistan vivait en paix.

Youssef Pachtoune est l'un des principaux conseillers de Karzaï. Il dirige une équipe d'ingénieurs qui veille à la reconstruction. Il travaille avec six ministères différents.

L'enfer.

«Il y a tellement d'acteurs et si peu de coordination, la situation est chaotique, soupire-t-il. Et c'est la même chose avec la communauté internationale, qui est incapable de se coordonner.»

«**Inutile**»

Il ne se gêne pas pour égratigner le Canada. Un brave pays qui envoie ses soldats au front pour aider l'Afghanistan, mais qui ne connaît rien à l'art de la guerre.

«Dès que les Canadiens exercent de la pression sur une région, les résistants se déplacent.

Et quand les soldats changent de place et attaquent un autre endroit, les résistants se déplacent de nouveau. Leur stratégie militaire ne fonctionne pas.

-Tout ce que les Canadiens ont fait est inutile?

-Oui, inutile.»

Il n'aime pas voir des soldats étrangers sacrifier leur vie pour son pays. «J'ai honte. Je reste chez moi pendant que vos hommes se font tuer. Je me sens lâche.»

Il critique aussi Karzaï: «Il a de belles qualités et il fait du bon boulot, car les conditions sont très difficiles. Il est intègre, il réussit à maintenir l'équilibre entre les différentes ethnies et il est respectueux des droits de l'homme. On a parfois des discussions très viriles. Je lui dis: «Mais vas-y! Prends une décision!» Karzaï hésite beaucoup. C'est un faible et un émotif. Il pleure parfois. Il manque aussi de vision, il ne voit que le court terme.»

Pendant deux heures, Youssef Pachtoune parle sans toucher à son verre de Coca-Cola. Calé dans son fauteuil, il gesticule, argumente, s'enflamme. Il prend à peine le temps de respirer. Son anglais est impeccable, avec une trace à peine d'accent pachtoune. Il prend mon calepin de notes et dessine à grands traits une carte de son pays.

Helmand, Kandahar, Herat, Kaboul, la frontière avec le Pakistan. À la fin, sa carte est illisible. Trop de lignes, trop de mots.

### **Négociateur avec les résistants**

Selon lui, Karzaï est un président hésitant, prudent, mais sa position sur les résistants est claire: il faut négocier et les intégrer dans le gouvernement, sinon la paix est impossible.

Youssef Pachtoune approuve l'idée, mais l'opération est délicate. Très délicate. Après tout, la communauté internationale s'est précipitée en Afghanistan pour chasser les terroristes de ben Laden et les résistants du mollah Omar, qui travaillaient main dans la main. Et là, Karzaï et les Occidentaux leur ouvriraient les bras? Négociateur, oui, sauf que les résistants ne forment pas un bloc homogène. Youssef Pachtoune reprend mon calepin de notes. Il dessine une pyramide. «Ici, en haut, explique-t-il, vous avez le noyau dur des résistants, dirigé par Haqqani. On ne peut pas négocier avec eux. Ils veulent faire tomber le gouvernement Karzaï et fonder un émirat islamique où il n'y aurait pas d'élections.

«Mais il y a aussi les résistants modérés du mollah Omar qui, eux, acceptent une certaine forme de démocratie. Par contre, ils exigent l'application intégrale de la charia (loi islamique) civile et criminelle. Ils ne croient pas aux tribunaux, ils veulent couper la main aux voleurs et faire des exécutions publiques dans les stades. Nous ne sommes pas d'accord. Alors, nous négocions.»

Ils demandent aussi une amnistie. Pas de poursuite pour crimes de guerre, pas de condamnation.

Vaste programme. Youssef Pachtoune se lève lentement. Il sort prendre l'air. Il regarde le ciel étoilé de Kaboul, les mains dans les poches. Il se demande peut-être si, un jour, il connaîtra la paix et pourra enfin se reposer.

14 octobre

---

## 2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

### 2-1 Un quart des votes aux législatives annulés pour irrégularités = 23% !

La Commission électorale afghane a annoncé mercredi avoir invalidé près d'un quart des suffrages exprimés lors des législatives du 18 septembre dernier, marquées comme la présidentielle de 2009 par des fraudes, des irrégularités et des attaques des résistants résistants.

"Le nombre total de votes exprimés était d'environ 5,6 millions de votes.

Après un tri, 4.265.347 votes ont été considérés comme crédibles et un total d'environ 1,3 million de votes ont été invalidés", a indiqué Fazil Ahmad Manawi, le président de la Commission électorale indépendante (IEC).

Ces votes ont été "invalidés pour fraudes et irrégularités", a précisé à l'AFP le porte-parole de l'IEC, Noor Mohammad Noor. Ils représentent plus de 23% des quelque 5,6 millions de bulletins de vote glissés dans les urnes lors de ce scrutin qui doit désigner les 249 députés de l'Assemblée nationale.

Ce chiffre est comparable à celui de la présidentielle de 2009, qui avait vu la réélection controversée d'Hamid Karzaï: un quart des votes (1,5 million) y avaient été annulés.

Il s'agit des premiers résultats officiels préliminaires du second scrutin législatif organisé depuis la chute des résistants fin 2001.

Les résultats définitifs ne sont attendus que le 30 octobre.

Outre les fraudes et irrégularités, ces législatives ont été perturbées selon l'Otan par 396 attaques des résistants (contre 281 lors de la présidentielle de 2009), malgré la présence dans le pays des quelque 150.000 soldats de la coalition militaire internationale chargée de soutenir le gouvernement afghan.

M. Manawi a également annoncé que les dossiers de 224 candidats "suspects" avaient été transmis à la Commission des plaintes électorales (ECC), qui doit enquêter sur les candidats accusés de fraudes ou d'en avoir bénéficié. Au moins 25 députés sortants ont déjà été accusés de fraudes par l'IEC.

Le 22 septembre, l'ECC avait annoncé avoir reçu près de 4.000 plaintes pour irrégularités et possibles fraudes, dont plus de 2.000 pour le seul jour du scrutin.

Avant même la tenue du scrutin - précédé par une campagne électorale doublée d'une campagne d'intimidation des résistants ou de rivaux contre les candidats au parlement - responsables afghans et occidentaux avaient prévenu que des irrégularités et des fraudes étaient inévitables.

Selon un responsable occidental à Kaboul, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, le scrutin "était aussi corrompu et violent" que lors de la présidentielle de 2009, marquée par des fraudes massives en faveur du président sortant Hamid Karzaï. "Ces élections ne changeront rien au système de népotisme ni à l'équilibre des pouvoirs", a-t-il ajouté.

M. Karzaï est au pouvoir depuis la fin 2001, lorsqu'il a été installé par la coalition militaire emmenée par les Etats-Unis qui venait de chasser les résistants. Il a ensuite été élu une première fois en 2004.

L'Assemblée nationale est un ensemble hétéroclite rassemblant d'anciens chefs de guerre de la résistance anti-soviétique, leurs anciens adversaires communistes, des technocrates formés en Occident et des personnalités de la société civile.

Souvent considérée comme une simple chambre d'enregistrement, elle a toutefois refusé à plusieurs reprises ces derniers mois d'approuver les ministres proposés par M. Karzaï, et retoqué plusieurs de ses décrets.

Le gouvernement Karzaï est de plus en plus soupçonné ou accusé de corruption dans plusieurs pays occidentaux engagés en Afghanistan, où l'insurrection menée des résistants ne cesse de s'intensifier, faisant chaque année davantage de victimes parmi les civils et dans les rangs des forces internationales.

AFP.  
15.10.

---

## 2-2 Karzaï optimiste sur la réconciliation et la paix.

Le président Hamid Karzaï a fait part mercredi de son optimisme quant aux perspectives de réconciliation et de paix en Afghanistan, neuf ans après le début d'une guerre souvent considéré aujourd'hui en Occident comme quasiment inextricable.

Lors d'une longue allocution prononcée de son palais présidentiel à Kaboul, Karzaï n'a cependant fait aucune allusion aux pourparlers qui seraient en cours entre son administration et les trois principaux groupes d'résistants, dont les talibans du mollah Omar.

Il a affirmé que son gouvernement et ses alliés étrangers oeuvraient tous à un règlement de la situation, qui pourrait advenir selon lui d'ici un à deux ans. *"Les espoirs de paix en Afghanistan se sont accrus. La communauté internationale, nos voisins et tous nos compatriotes s'investissent beaucoup dans ce but."*

Faisant apparemment référence au Pakistan et à l'Iran, qui se disent soucieux de favoriser un règlement en Afghanistan, Karzaï a ajouté: *"Nous sommes en contact avec nos voisins, afin qu'ils reprennent ce processus à leur compte."*

*"Nous avons tous espoir que nous assisterons à une amélioration de la sécurité et de la stabilité de notre pays d'ici une année ou deux, comparé à ce que nous avons connu hier et aujourd'hui."*

### DES "POURPARLERS DIRECTS ET SÉRIEUX" ?

Pourtant, la violence en Afghanistan atteint à l'heure actuelle un niveau sans précédent depuis l'intervention internationale et le renversement du régime de taliban fin 2001, en dépit de la présence sur le terrain de près de 150.000 soldats étrangers.

Ces derniers, en majorité américains, sont placés sous commandement de l'Otan, qui doit se réunir au sommet le mois prochain à Lisbonne pour faire le point de la situation, tandis que le président Barack Obama procédera en décembre à une nouvelle évaluation de la stratégie des Etats-Unis sur le terrain.

Le chef de la Maison blanche a décidé fin 2009 de dépêcher 30.000 hommes de plus en Afghanistan pour renverser le cours de la guerre, tout en annonçant l'amorce d'un retrait militaire à compter de la mi-2011 si les forces afghanes s'avèrent en mesure de commencer à prendre elles-mêmes en main la sécurité du pays.

Karzaï plaide de longue date pour un arrangement avec les taliban pourvu que ceux-ci renoncent à la violence, répudient Al Qaïda et acceptent la nouvelle constitution afghane. Washington a formulé des conditions analogues. La guérilla nie tout contact avec Kaboul et réclame le retrait préalable des troupes étrangères, mais le New York Times croit savoir que des pourparlers directs et sérieux pour mettre fin à la guerre ont été noués avec des chefs militaires du mouvement islamiste.

### "DE SIMPLES CONTACTS, PAS DES POURPARLERS" ?

Le quotidien américain précise que des membres de la Choura (conseil) de Quetta, ville du Pakistan où siège cette instance de direction des taliban, et un représentant du réseau Haqqani, autre groupe insurgé actif dans l'est de l'Afghanistan, avaient participé à ces contacts.

Le commandant des forces internationales en Afghanistan, le général David Petraeus, a révélé la semaine dernière que ses hommes avaient facilité le déplacement d'un haut responsable taliban à Kaboul pour des contacts "préliminaires" en vue d'une éventuelle réconciliation.

Richard Holbrooke, le représentant spécial des Etats-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan, a déclaré néanmoins que les informations sur des pourparlers secrets entre les deux camps étaient exagérées.

De source proche de l'opposition afghane au Pakistan, on souligne pareillement qu'on ne doit pas brûler les étapes : *"Il y a bien des contacts mais on ne peut les qualifier de pourparlers."*

Karzaï, qui a mis sur pied un Conseil de paix de 70 membres dirigé par l'ancien président Burhanuddin Rabbani pour faciliter le processus de réconciliation, a déclaré la semaine dernière que cette instance avait élaboré un "mécanisme" à cette fin qui serait mis en branle sous peu.

20/10

[http://www.lexpress.fr/actualites/2/le-president-afghan-optimiste-sur-la-reconciliation-et-la-paix\\_929559.html](http://www.lexpress.fr/actualites/2/le-president-afghan-optimiste-sur-la-reconciliation-et-la-paix_929559.html)

---

---

## 3 Annexe

### 3-1 Pascal Sacre: Le traitement médiatique et politique des prisonniers d'opinion.

*A la prisonnière 650.*

Quelle différence y a-t-il entre des opposants politiques emprisonnés aux Etats-Unis, en Iran ou en Chine ? Entre des prisonniers condamnés à mort, soumis à la torture, incarcérés sans procès et internés en institution psychiatrique en Norvège, aux Etats-Unis, en Arabie Saoudite, en Iran ou en Chine ?



Entre Aafia Siddiqui, Lynne Stewart, Synnove Fjellbakk Tafto et Liu Xiaobo (Prix Nobel de la paix 2010), Farah Vazehani [1], Hossein Derakhshan [2] ?

Le traitement médiatique et politique de ces prisonniers d'opinion n'est pas du tout le même selon qu'ils servent ou desservent les intérêts de l'impérialisme des Etats-Unis et de leurs alliés.

### **Les prisonniers politiques dont nos médias ne parlent pas**

Aafia Siddiqui, une femme pakistanaise de 36 ans, fut amenée le 5 août 2008 enchaînée, blessée aux épaules par deux coups d'armes à feu, squelettique, tremblante et en état de choc, dans une salle de tribunal de « la plus grande » démocratie occidentale, à New York.

Cette femme est diplômée en neurologie du Massachusetts Institute of Technology et de l'Université de Brandeis [3] aux USA, mère de trois enfants, elle a vécu de nombreuses années tranquilles aux Etats-Unis.

Elle a été accusée de tentative d'assassinat sur des officiers de l'armée et des agents du FBI, après avoir été interpellée puis emprisonnée au Pakistan dans des circonstances obscures, accusée de complicité avec le terrorisme à l'issue d'un simulacre d'enquête dans laquelle les simples déclarations des militaires US ont eu force de preuve.

Aafia Siddiqui avait été enlevée en mars 2003 avec ses trois enfants, à Karachi, par les services secrets pakistanais (ISI), et remise au personnel militaire étasunien qui l'avait transférée dans la terrible prison à l'intérieur de la base de Bagram, en Afghanistan. Aafia, c'était la « prisonnière 650 » dans ce qui est devenu le tristement célèbre « département tortures » de la prison de Bagram.

Sa sœur Fawzia, qui habite à Karachi, a déclaré : « Elle a été violée et torturée pendant 5 ans, nous ne savons rien de ce qui a pu arriver à ses trois fils. »

Siddiqui et d'autres femmes ont été, et sont toujours, incarcérées à Bagram et dans d'autres prisons qui pratiquent la torture pour le compte des Etats-Unis. Les déclarations des témoins selon lesquels elle aurait tiré sur des militaires avec un fusil d'assaut, laissé, on ne sait pourquoi, à portée de main, sont peu crédibles, mais furent retenues comme des preuves irréfutables.

Aafia fut la seule atteinte par une balle. Aucun des militaires n'a été blessé.

Imaginez cette histoire en Iran ou en Chine, avec une opposante politique au régime ! Ensuite, « on » l'a retrouvée en 2008 en Afghanistan, désorientée et ayant sur elle des plans pour faire sauter des édifices à New York... Digne de la série 24 heures chrono. Lady Al-Qaeda [sic !], surnom donné par le NY Daily New, a été condamnée en janvier dernier.

Pendant tout le procès, le Ministère public n'a pas cessé d'utiliser le terme de terroriste en se référant à elle. Il n'y avait aucune preuve formelle attestant qu'elle avait tiré sur des militaires ou qu'elle s'était livrée à des activités terroristes. Au cours du procès, les témoins ont décrit Siddiqui comme « une femme complètement brisée ».

Elizabeth M. Fink, l'avocate d'Aafia Siddiqui a déclaré : « C'est une femme profondément traumatisée par les tortures qu'on lui a fait subir pendant les 5 années de sa détention, et par l'angoisse de ne pas savoir ce que ses fils sont devenus. On lui a seulement bandé ses blessures, alors qu'elle aurait eu besoin de bien d'autres soins dans un hôpital. A cause de la lutte contre le terrorisme la justice des Etats-Unis est devenue arbitraire, aveuglement féroce, infâmante pour le nom de notre pays dans le monde entier. » [4] Aafia Siddiqui, la « prisonnière 650 » de Bagram, n'est même pas une opposante politique mais plus probablement une victime anonyme sacrifiée sur l'autel de la lutte contre le prétendu terrorisme.

Elle fait partie de ces méchants inventés par l'Occident pour accréditer ses thèses afin que ses populations croient à sa fable de la guerre contre le mal.

« Lady Al-Qaeda » ! Un alibi fabriqué de plus pour justifier l'injustifiable.

Aafia Siddiqui a été condamnée à une peine de prison incompressible de 86 ans [5].

L'article « Triumph Of Evil » (Le Triomphe du Mal) [6], écrit par John Kozy, ancien professeur à l'université en philosophie et logique, témoigne de la corruption et de la dégradation de toutes les strates du système juridique et policier US : Cours locales et fédérales, Cour Suprême, Bureaux de procureurs, laboratoires d'« expertise ».

Les preuves sont manipulées, des témoignages partiels sont pris comme faits avérés, les informateurs et les policiers sont crus sur parole, des aveux sont extorqués par la force et pris au sérieux par les juges.

Nous sommes très éloignés des séries télévisées (« Les Experts ») qui nous font prendre la mythologie pour la réalité.

Sur le terrain, révélée grâce à des témoignages de lanceurs d'alerte courageux et intègres, c'est bien à la criminalisation de toute une société que nous assistons. Le crime devient la règle, et la loi ne protège plus les gens mais est utilisée par le gouvernement étasunien pour nuire à sa population et protéger les dirigeants [7]. Cela s'observe également dans d'autres gouvernements occidentaux comme la France [8] ou l'Italie.

Comme le dit le professeur John Kozy,

« Les sociétés modernes ont justifié leur utilisation de méthodes criminelles en argumentant que de telles techniques étaient nécessaires pour combattre le mal. Mais la guerre menée par le bien contre le mal ne peut être gagnée en utilisant les armes du mal. Le mal n'apporte jamais de bien, et en usant de ces viles pratiques, la somme de mal augmente en quantité et qualité.

Tenter de sauver la nation en devenant ce dont vous essayez de sauver cette nation est suicidaire. [9] »

Contredisant la pensée malfaisante de Richard Dick Cheney [10], et de beaucoup de moralisateurs occidentaux, chaque fois que nous voulons combattre le mal en utilisant ses armes, torture, mensonges, sacrifices d'innocents,

meurtres, massacres, jugements sans preuves, plutôt que le réduire, nous augmentons la quantité, et la qualité du mal dans nos sociétés.

C'est exactement ce cycle de violence progressive, degré par degré, avec son cortège de banalisations et de cynisme, d'arrogance et de mauvaise foi qui finalement conduit aux massacres de masse et aux comportements inhumains comme ceux de la période nazie. La complicité des médias et des « experts » y joue un rôle important. « La fin justifie les moyens » est un slogan populaire dans nos pays qui cultivent et s'arrogent la bonne conscience.

Pourtant cela n'est pas vrai. N'importe quelle fin ne justifie jamais n'importe quel moyen. Les moyens utilisés déterminent la fin qui nous attend.

Même pour nous défendre du mal, user de moyens vils nous rend vil à notre tour, sans retour en arrière possible.

Le 19 novembre 2009, Lynne Stewart, âgée de 70 ans, avocate spécialisée dans la Défense des droits civils et militante de longue date, condamnée à 28 mois de prison, a été incarcérée pour conspiration et soutien matériel au terrorisme.

Lynne Stewart a consacré sa vie aux pauvres, aux défavorisés, à la communauté noire et à la justice. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas les moyens de payer les services d'un avocat pouvaient frapper à sa porte [11]. « Sa seule *faute* est d'avoir contrevenu aux mesures administratives spéciales (Special Administrative Measures, SAM) du bureau américain des prisons (US Bureau of Prisons). Elle avait été obligée de signer ces mesures pour pouvoir défendre le Cheik Omar-Abdel Rahman. Les SAM sont inconstitutionnels : elles violent le Premier Amendement ainsi que le Sixième Amendement de la Constitution américaine selon lequel, tout accusé a droit à un avocat et à être jugé par un jury d'État impartial dans l'État même où le crime a été commis et seulement pour ce crime. L'Administration Clinton n'a pas considéré Lynne Stewart comme une terroriste et un traître. À l'époque, son cas a simplement été considéré comme une faute administrative. Lynne Stewart a reçu une lettre à cet effet, et n'a pas pu rendre visite à son client pendant quelque temps. Puis, elle a pu reprendre ses visites au Cheik en prison et poursuivre son travail d'avocate. Ce n'est que le 9 avril 2002 qu'elle a été arrêtée à son domicile par le FBI, quelques mois après les événements du 11 septembre 2001 et dans un climat d'hystérie collective. Le soir de son arrestation, John Ashcroft, ministre de la Justice des États-Unis, est allé à l'émission populaire de David Letterman, Late Night Show, et a déclaré à toute l'Amérique que Lynne Stewart était un traître à la nation. [12] » Lynne Stewart, de même qu'Aafia Siddiqui, n'est pas une héroïne, pas plus qu'une terroriste.

C'est une victime d'un système odieux qui dit combattre le mal mais qui pour cela, en commet bien plus, sans que les médias, prompts à fustiger l'Iran, la Chine, Cuba ou le Venezuela au moindre écart de conduite, ne trouvent rien à y redire, quand c'est l'Occident.

« C'est une femme de 70 ans avec des années d'expérience de vie en tant que mère, grand-mère, activiste et avocate. Jeune femme blanche, elle s'est engagée et a lutté pour la cause de ses compatriotes noirs, parce qu'elle croyait dans la justice. Des décennies plus tard, elle a défendu le Cheik Omar-Abdel Rahman, parce qu'elle croyait toujours dans la justice. [13] »

Lynne a mis en garde les autres avocats de la Défense : « C'est un avertissement pour les autres avocats. [Le gouvernement leur envoie le message] Ne défendez pas vos clients avec trop de vigueur, ne faites pas de zèle ». Synnove Fjellbakk Tafto, ancienne avocate du ministère des Affaires étrangères en Norvège, et dissidente politique, a été hospitalisée de force pour la cinquième fois et s'est vue administrer un traitement psychiatrique quelques jours après la publication d'un article subversif [14].

Un article subversif ?

Internée et obligée de prendre un « traitement » psychiatrique pour un article subversif ? Imaginez si madame Tafto était chinoise ou iranienne.

Depuis 1994, comme le rapporte Ron Paul, le député républicain US, madame Tafto accuse les dirigeants de son pays d'avoir trahi la nation en adoptant des accords anticonstitutionnels visant à contourner l'opposition de la population.

Ce mépris des acquis constitutionnels est devenu la règle en Occident, depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Il n'est pas propre à la Norvège, mais gangrène tous nos pays qui se targuent malgré tout de représenter des valeurs qu'ils bafouent tous les jours : égalité, vérité, liberté, honneur.

Comme les Irlandais en 2008 [15], les Norvégiens ont refusé à deux reprises, par référendum, de rejoindre l'Union Européenne, en 1972 [16] et en 1994 [17]. La militante a dénoncé notamment l'accord qui a malgré tout fait rentrer le pays dans l'Espace économique européen.

Dans son dernier article « subversif », elle accuse le ministre des Affaires étrangères norvégien, Jonas Gahr Støre, d'être un agent au service des intérêts mondialistes. La sanction est l'internement psychiatrique.

Terroriste. Traître qui mérite la pire punition. Ennemi antipatriotique.

Nos médias et nos gouvernants ont leurs formules pour salir, diaboliser toute résistance à l'autorité.

Des référendums bafoués, des votes et opinions populaires ignorés, des « terroristes » fabriqués, des emprisonnements et jugements arbitraires, des médias partisans, des films et séries TV propagandistes.

Des dissidents, des résistants internés, torturés, incarcérés après en avoir faits nos ennemis, des « terroristes », après avoir diabolisé, sali leur image ou plus simplement fait en sorte que personne n'en entende parler.

C'est ainsi que se comportent nos démocraties occidentales, qui parviennent à tirer l'oreille à des pays comme la Chine ou l'Iran.

L'attribution de médailles et de prix, comme le Prix Nobel de la Paix, ou la Médaille de la Liberté, participe de cet endoctrinement des populations occidentales et plus généralement de celles des Etats-Unis et de leurs alliés de la Coalition.

Certains de ces alliés (Arabie Saoudite, Egypte, Colombie) le sont parce que, pragmatiques, ils y trouvent leur intérêt (financier, armements, permissions d'opprimer leur propre population) mais la plupart, dont les peuples européens, se persuadent eux-mêmes qu'ils se trouvent dans le camp du Bien et de la Justice.

Le Prix Nobel de la paix fait partie des « jouets », des artifices leur permettant de flatter leur bonne conscience. Ainsi après Henry Kissinger, Al Gore, Barack Obama, voilà le « valeureux » dissident chinois Liu Xiaobo [18] décoré de la prestigieuse médaille.

Car à condition d'être de Chine ou d'Iran, les opposants politiques ont bonne presse en Occident.

Ces Prix et Médailles sont des instruments politiques utilisés par le système occidental et ses alliés, dans le but d'envahir le monde entier et de lui imposer ses doctrines, le capitalisme inégalitaire et la domination par une minorité, la légitimité d'une micro-caste de riches amoraux s'arrogeant le droit inné d'occuper le sommet de l'échelle sociale et de dominer tous les peuples du monde.

Cela est fait par la force (les guerres, les coups d'état, les assassinats) et surtout par la ruse (la moralisation démocratique, les prix et médailles, les fondations « philanthropes » et les organes « mondiaux » de régulation, FMI, Banque Mondiale, OMC, OMS, ONU).

Plusieurs auteurs et chercheurs indépendants, dont le Réseau Voltaire (« Le prix Nobel de la paix au service de l'impérialisme ») [19], Thierry Meyssan (« Le dessous du prix Nobel de la paix 2009 ») [20], le professeur Domenico Losurdo (« Le Nobel de la guerre aux Messieurs du « Nobel de la paix ») [21], le professeur Chems Eddine Chitour (L'ordre occidental impérial : Stratégie d'attribution des prix Nobel) [22], nous révèlent toute la corruption qui règne au cœur de cette institution soumise, le Nobel, asservie comme toutes les autres institutions officielles aux mondialistes occidentaux, appuyés aujourd'hui sur les Etats-Unis et leurs alliés de la Coalition. Ceux-ci nous gouvernent au moyen de leurres et instrumentalisent sans cesse notre bonne conscience, avec l'aide des médias et des institutions dans lesquelles nous avons naturellement confiance.

Sans risquer l'internement, l'incarcération ni la torture, vous pouvez toujours parler autour de vous de la « prisonnière 650 », en lui rendant son nom : Aafia Siddiqui et en rétablissant sa véritable histoire, voire signer la pétition réclamant sa libération, <http://www.gopetition.com/petitions...>, parler de Lynne Stewart, de Synnove Fjellbakk Tafto et afficher leurs photos, leurs calvaires, partout où vous pouvez.

Pascal Sacré

Sources :

[1] <http://www.gopetition.com/petition/...>

[2] <http://www.guardian.co.uk/media/pda...>

[3] L'Université de Brandeis (Brandeis University) est une université privée américaine située à Waltham dans le Massachusetts, à 16 km à l'ouest de Boston. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Univer...>

[4] Aafia, un spectre au tribunal, <http://www.legrandsoir.info/Le-vers...>

[5] <http://blog.emceebeulogues.fr/post/2...>

[6] The Triumph of Evil, by Prof. John Kozy <http://www.globalresearch.ca/index...>

[7] Le projet diabolique et criminel appelé États-Unis d'Amérique. Le gouvernement étasunien utilise la loi pour nuire aux gens et protéger les dirigeants, par John Kozy <http://www.mondialisation.ca/index...>

[8] Affaires Bettencourt, Karachi, Wildenstein... <http://www.lemonde.fr/politique/art...>

[9] Op.cit., The Triumph of Evil, by Prof. John Kozy

[10] Réflexion menaçante du vice président Cheney juste après l'attentat contre les Tours Jumelles : « Maintenant l'Amérique va devoir entrer dans le versant obscur de son histoire ».

[11] Lynne Stewart en prison : Quand la justice déraile, par Claude Herdhuin.

<http://www.mondialisation.ca/index...>

[12] Op.cit., Lynne Stewart en prison : Quand la justice déraile.

[13] Ibid., Claude Herdhuin

[14] Revue Nexus, Juillet-Août 2010, n°69, p.4

[15] Les Irlandais rejettent à 53,4 % le traité de Lisbonne

<http://www.lemonde.fr/europe/articl...>

[16] Le 25 septembre 1972, les Norvégiens sont appelés à se prononcer par référendum au sujet de l'adhésion de leur pays aux Communautés européennes. A l'issue du scrutin, le non l'emporte avec 53,5% des suffrages.

[http://www.ena.lu/referendum\\_norveg...](http://www.ena.lu/referendum_norveg...)

[17] 1994 la Norvège s'oppose pour la deuxième fois par référendum à l'entrée dans l'Union européenne.

<http://www.strasbourg-europe.eu/norvege,17976,fr.html>

[18] Qui est Liu Xiaobo ? Ce que le jury Nobel vous cache <http://www.mondialisation.ca/index...>

[19] Les lauréats du Prix Nobel de la paix après le 11-Septembre <http://www.mondialisation.ca/index...>

[20] <http://www.voltairenet.org/article1...>

[21] <http://www.futurquantique.org/?p=12677>

[22] <http://www.mondialisation.ca/index...>

---

## 3-2 Robert Parry\*, Andrew Hughes, Allan Nairn, Roxana Tiron : Obama nommé des officiers corrompus à la tête des armées

Enquête primée par Projet censuré 2010

Les responsables de la Défense nommés par Barack Obama sont ceux là mêmes qui ont commis les pires crimes et les pires malversations sous les administrations précédentes. En fait de changement, seul le discours est nouveau, les pratiques, elles, sont anciennes. Le plus surprenant est l'indifférence qui a accompagné la clôture de l'enquête financière sur la disparition de 3400 milliards de dollars et la promotion des responsables du plus gigantesque détournement de fonds de l'histoire.

19 OCTOBRE 2010

Le maintien par Obama du républicain Robert Gates au poste de secrétaire à la Défense est sans égal historique. C'est en effet la première fois qu'une administration entrante du parti d'opposition (en l'occurrence démocrate) maintient un ministre de l'administration précédente (républicaine). Ayant remplacé Donald Rumsfeld qui s'opposait à une nouvelle escalade du conflit en Irak, Gates a été, pendant les deux dernières années de la présidence Bush, l'architecte de la vague de renforts (« surge »).

Obama a confié les principales responsabilités de la Défense et du renseignement à des personnalités incarnant à maints égards les pires aspects de la politique de sécurité nationale états-unienne des trente dernières années. Ses choix contredisent ses principaux arguments de campagne sur le « renseignement politisé » et le « manque de transparence ». Les « décennies d'expérience » tant louées de ces responsables sont parsemées de fautes éthiques, de mensonges au Congrès et surtout de « conflits d'intérêts » sous la forme d'allées-et-venues régulières entre le gouvernement et le complexe militaro-industriel.

Obama avait bien promis de ne pas confier de postes gouvernementaux élevés (ou importants) aux lobbyistes, mais cela ne l'a pas empêché de désigner d'anciens lobbyistes ou conseillers de sociétés faisant affaire directement avec le Pentagone.

Toute la carrière de Robert Gates a consisté à porter haut et mettre en œuvre les idées néo-conservatrices, et il s'est d'ailleurs montré critique vis-à-vis du plan d'Obama pour le retrait gradué des troupes d'Irak.

Il débuta comme officier de renseignement sous Nixon, mais, comme l'indique la chronique de Robert Parry [1], c'est en tant que haut responsable de la CIA dans les années 80, sous l'administration Reagan, qu'il brisa l'échine au concept de renseignement objectif auparavant si cher à la division analytique de l'agence d'espionnage.

Dans son récent ouvrage *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA* (Echec du renseignement : décadence et chute de la CIA), l'ex-analyste Melvin A. Goodman décrit Gates comme « l'officier du service action ayant dirigé l'adaptation de la production de renseignement aux desiderata politiques de la Maison-Blanche, sous l'administration Reagan ». Analyste en chef sous la direction de William Casey, Gates « a supervisé le premier "bidonnage de rapports" institutionnalisé à la CIA dans les années 80, en mettant l'accent sur la nécessité de retoucher le renseignement ayant trait à l'Union soviétique, à l'Amérique centrale et au Sud-Ouest asiatique », assure Goodman, et ceci dans le but de justifier les dépenses militaires croissantes et le soutien actif des États-Unis à des guerres périphériques sanglantes constituant l'axe principal de la politique extérieure de Reagan.

Son audition de confirmation pour le poste de directeur de la CIA, sous George H. W. Bush (père) en 1991, fut le théâtre d'un défilé d'officiers de l'agence dévoilant publiquement des histoires « de la maison » selon lesquelles ce personnage avait corrompu le métier du renseignement.

Gates est en outre soupçonné d'être en lien avec les mensonges servis au Congrès sur les opérations secrètes Iran-Contra, au milieu des années 80, obstacle qui l'empêcha d'accéder à la direction de la CIA à la mort de Casey, en 1987. C'est également lui qui fut chargé de fournir à Saddam Hussein, pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, des armes chimiques, munitions et autres équipements.

Gates a un temps siégé au conseil de direction de la Science Applications International Corporation (SAIC), qui déclara des bénéfices de 7,5 milliards de dollars pour 2005. La SAIC est active à tous les niveaux, de la collecte de renseignement à la reconstruction de l'Irak, pour le compte du Pentagone.

Le 21 janvier 2009, Obama signait un décret fixant des règles éthiques plus rigoureuses et interdisant notamment que des postes gouvernementaux soient attribués à des lobbyistes ayant exercé auprès de la même administration dans les deux dernières années.

Corruption au Pentagone

A peine deux jours plus tard, le 23 janvier, la Maison-Blanche faisait savoir que ses nouvelles règles d'éthique dure ne s'appliquaient pas au sous-secrétaire à la Défense, William Lynn, qui avait été vice-président pour les opérations et stratégies gouvernementales du géant de la Défense Raytheon et avait fait du lobbying pour cette société privée jusqu'en juillet 2008.

Raytheon est le cinquième fabricant d'armes des Etats-Unis par ordre d'importance. Il vend des radars, missiles, munitions en tous genres, systèmes spatiaux et autres technologies pour une valeur de 18 milliards de dollars par an [2]. Le sénateur républicain pour l'Iowa, Charles Grassley, s'est opposé énergiquement à la nomination de Lynn, alléguant « des pratiques douteuses qui, de toute évidence, ne servaient pas l'intérêt public », lorsqu'il exerçait à l'inspection des finances du Pentagone sous l'administration Clinton.

Pour l'année fiscale 1999, le département de la Défense faisait état de la « disparition » de 2300 milliards de dollars, auxquels s'ajoutaient 1100 milliards pour l'année 2000. Au total donc, 3400 milliards de dollars versés par le contribuable sont partis en fumée sous l'œil vigilant de William Lynn, qui se trouve maintenant au cœur du tourniquet unissant le département de la Défense et le complexe militaro-industriel [3].

En sa qualité de directeur financier du département de la Défense, Lynn était responsable de toute l'administration et de l'information budgétaire. Il avait en outre sous sa responsabilité la publication soumise à audit des états financiers, ce qu'il ne fit pas alors qu'il était en poste, et ces derniers n'ont toujours pas été publiés.

Robert Hale a été maintenu à son poste de sous-secrétaire à la Défense (inspection des Finances) après avoir été secrétaire assistant à l'Air Force, chargé des contrôles financiers, entre 1994 et 2001. Aux côtés de Lynn, il était responsable de la gestion des fonds du département de la Défense.

Hale est en outre « gestionnaire financier certifié Défense », spécialisé dans l'achat, ce qui lui fait entretenir des relations privilégiées avec le complexe militaro-industriel.

L'écrivain Andrew Hughes fait remarquer que : « À eux deux, ces postes ont dilapidé assez d'argent du contribuable pour financer quatre fois le programme de stimulation de l'économie mis en œuvre par Obama, et voilà qu'ils sont à nouveau responsables de la supervision des acquisitions au département de la Défense ».

L'attentat survenu le 11 septembre 2001 au Pentagone n'a pas été dirigé contre le bureau du secrétaire à la Défense. La cible était située dans une aile opposée du bâtiment. L'explosion a détruit les archives financières et tué les contrôleurs financiers chargés d'identifier les bénéficiaires du détournement de fonds le plus important de l'histoire.

Mensonges au Congrès

L'amiral Dennis Blair, choisi par Obama pour diriger le Renseignement national, qui supervise les 16 agences de renseignement, fut commandant des forces militaires du Pacifique sous Clinton [4]. A ce poste il joua un rôle essentiel lors de l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie en 1998, après la chute du dictateur Suharto soutenu par les États-Unis.

En 1999, lorsque les militaires indonésiens semèrent la terreur parmi la population pour faire échec aux réformes démocratiques, le département d'Etat des États-Unis et Clinton envoyèrent Blair exiger du général indonésien Wiranto qu'il mette fin aux massacres.

Loin de s'acquitter de cette mission, l'amiral Blair informa le général qu'il bénéficiait du soutien total des États-Unis. Les atrocités, dans lesquelles le gouvernement était impliqué, montèrent d'un cran. Blair mentit alors au Congrès, déclarant que la violence n'était le fait que de petites unités, alors que les hauts commandements militaires indonésiens se livraient à toutes sortes d'exactions : enlèvements, massacres et tortures. Dans les faits, Blair soutint le général Wiranto et le massacre de civils indonésiens, contre les ordres du Congrès qu'il désinformait.

Blair est un des membres de la Commission trilatérale. Il siégeait à la direction de Earl Dodge Osborne (EDO), une société sous-traitante pour le programme F-22 Raptor. Il a également participé à la direction de Tyco International, qui fabrique de petits composants électroniques utilisés pour le F-22 et d'autres pièces à usage militaire. On l'a vu enfin à la direction de Tridium, une société fabricante de satellites.

En 2006, Blair a dû démissionner de la présidence de l'Institute for Defense Analysis (Institut pour l'analyse de la Défense, IDA) pour cause de « conflits d'intérêts ». Il faut dire que l'IDA était en train d'évaluer pour le Pentagone le programme F-22. Alors qu'il était aux ordres de Blair, l'ex-général quatre étoiles James L. Jones a été désigné à la tête de l'Agence de la sécurité nationale. Jones fut non seulement commandant de l'OTAN et commandant du corps des Marines, il est en outre membre de la Commission trilatérale. Il a prêté ses services aux conseils de direction de Chevron, Boeing et Invacare Corp (qui produit du matériel médical pour le Pentagone) jusqu'en décembre 2008. [5] Jusqu'à janvier 2009 il était consultant auprès de Cross Match Technologies, une compagnie de biométrie travaillant avec le Pentagone et le FBI. Il a par ailleurs siégé au conseil de direction de MIC Industries, qui a mis au point la « Ultimate Building Machine », un dispositif mobile de construction, utilisé uniquement en Irak et en Afghanistan, servant à déployer rapidement les structures d'acier des installations militaires.

Tout récemment, Jones a été nommé président de l'Institute for 21st Century Energy (Institut de l'Energie pour le XXI<sup>e</sup> siècle), think tank dépendant de la Chambre de commerce des Etats-Unis.

Mise à jour de Robert Parry (de ConsortiumNews.com)

Au sujet du fameux « danger de conserver Robert Gates à son poste » : celui-ci se trouve être lourd de signification. Cette décision prise par Obama juste après son élection était le signe évident que sa politique de

sécurité nationale ne s'écarterait pas fondamentalement de celle de son prédécesseur. Elle révélait aussi qu'Obama n'avait pas la moindre intention de remettre en question la désinformation de Washington, distillée au fil des décennies précédentes à dominante républicaine, depuis l'implication-clé de Gates dans plusieurs scandales, y compris l'Iran-Contra et la politisation du renseignement de la CIA, deux facteurs qui préparaient les désastreuses décisions prises par Bush ces dix dernières années. En conservant Gates, Obama a indiqué qu'il éviterait les débats susceptibles d'engager les États-Unis dans une voie drastiquement différente. Dans les faits, Obama cédait au statu quo.

Depuis la publication de l'article, les intentions d'Obama ne sont que plus évidentes. Si, au niveau du discours, il prend ses distances par rapport au style belliqueux de Bush, il maintient dans les faits la substance de cette politique, avec Gates et les autres opposants à un retrait rapide d'Irak, partisans du renforcement de la présence militaire étrangère en Afghanistan. Obama refuse même d'aborder les responsabilités des anciens chefs de Gates, tout comme le président Clinton avait caché sous le tapis les scandales dans lesquels avaient trempé Gates et les administrations Reagan-H. W. Bush.

Gates personnifie l'angélisme permanent régnant dans le microcosme de Washington, du moins vis-à-vis de lui-même, au point que les médias affichent avec un certain naturel leur manque d'intérêt pour faire la lumière sur les méfaits passés ou présents du

personnage. Gates était l'une des coqueluches du tout-Washington du temps de Reagan-Bush, et il le reste.

Lorsque Gates fut désigné secrétaire à la Défense par George W. Bush (fils) en novembre 2006, les médias se trompèrent du tout au tout sur le sens de cette décision. On a cru alors que la désignation de Gates était le signe de l'acceptation par Bush du plan du Groupe d'études sur l'Irak et donc du désamorçage de la guerre. En réalité, Gates était bien plus belliqueux que Donald Rumsfeld.

Mais les journalistes de renom n'ont jamais rectifié le tir : ils ont continué de nous peindre un Gates couleur de rose. L'émission « 60 minutes » de CBS a brossé tout récemment un portrait de Gates dans lequel on évoquait sa « profonde préoccupation personnelle pour les troupes », même si toute sa carrière a fait le lit des guerres déclenchées par George W. Bush, fils, (essentiellement par la voie de la corruption des services analytiques de la CIA), et que son soutien aveugle à l'escalade irakienne a envoyé à la mort plus de mille soldats états-uniens supplémentaires.

Les éléments d'information critiques sur Gates continuent de nous parvenir, essentiellement en provenance de fonctionnaires de la CIA ayant travaillé avec lui par le passé et voyant en lui un ambitieux consommé. Par exemple, l'ex-analyste de la CIA Melvin A. Goodman consacre une part importante de son livre *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA* au rôle de Gates dans le crépuscule de la tradition « sérieuse » de la CIA, qui cessa de rechercher du renseignement fiable pour fournir celui qui répondait aux désirs des responsables politiques des États-Unis. Cette tradition disparut dans les années 80, lorsque Gates dirigea les services analytiques et où le renseignement fut « poli » dans le style requis par les idéologues de l'ère Reagan. Mise à jour de Andrew Hughes (de Global Research)

Depuis la publication de l'article, en février 2009, les médias n'ont pas écrit une seule ligne au sujet de ce gigantesque hold-up de deniers publics. En fait, celui-ci a été éclipsé par une autre escroquerie non moins grave, dissimulée sous l'atour dénommé « résoudre la crise du crédit ». Les montants de cette dernière affaire représentent presque cinq fois les 3400 milliards subtilisés par le département de la Défense.

Le 7 mai 2009, William Lynn et Robert Hale rendaient public le budget de la Défense proposé pour 2010, accroissant les dépenses d'environ 4 % pour atteindre 663,8 milliards. Ceci dans une période où la population s'appauvrit sous l'effet du chômage croissant, où les programmes sociaux fédéraux et ceux des 50 États sont en repli, et où la richesse passe des foyers états-uniens au cartel financier et bancaire de Wall Street.

Ce qu'il faut retenir de l'article original est moins la disparition des 3400 milliards de dollars du département de la Défense que le fait que ces malversations étaient monnaie courante dans une administration hors de contrôle. Et même si'occupant de la Maison Blanche a changé, ces vols de fonds publics par le gouvernement se poursuivent. Lorsque nous écoutons les discours de campagne d'Obama en 2008, et qu'il mettait l'accent sur l'importance de l'Afghanistan en tant que nouveau front de la « guerre contre la terreur », une guerre floue, interminable et surtout impossible à gagner, il était évident que ces discours, portés aux nues par les grands médias, étaient inspirés par le programme de Zbigniew Brzezinski et le Projet pour un nouveau siècle américain (la plate-forme idéologique de George W. Bush). Le paquet n'avait fait que changer d'emballage, avec un nouveau personnage et son slogan : « Des changements crédibles »

Depuis la publication de mon article, les événements ont montré qu'aucun engagement n'a été pris pour s'assurer de la fiabilité de la comptabilité des caisses publiques. Aucune enquête n'a été diligentée sur les milliards évaporés, aucune question n'a été posée sur ce méfait commis sous l'égide de Donald Rumsfeld, de William Lynn et de Robert Hale. Le département de la Défense a augmenté ses dépenses. La guerre s'est intensifiée en Afghanistan, et les puissances intermédiaires des États-Unis dans la région ont déstabilisé le Pakistan. Obama est responsable de l'assassinat de centaines de civils pakistanais par les drones Predator pilotés à distance par des agents de la CIA. Les promesses de mettre un terme à la guerre d'Irak ont été cyniquement ignorées, ou plutôt recyclées dans le double discours politique.

Tout ces discours tendent à prouver que le gouvernement et l'industrie militaire agissent en symbiose pour défendre leurs propres intérêts : un appât du gain et une soif de pouvoir portés à un niveau jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Nul ne peut écarter d'un revers de main la corruption dénoncée dans l'article, qui révèle avec le recul sa véritable nature et la manière dont se tisse la toile qui unit le système.

Ce système s'est considérablement renforcé au fil des décennies et il s'est protégé contre toute enquête sérieuse ou toute retombée inquiétante : le département de la Défense a fait en sorte de coopter les sociétés en charge de l'information, via les acquisitions de ces médias par les grands groupes d'armement, et en y plaçant des employés du Pentagone et de la CIA.

Le système a donné des preuves éclatantes de sa solidité lorsque Donald Rumsfeld s'offrit le luxe de déclarer, le 10 septembre 2001, en conférence de presse publique, sans avoir à craindre de réaction, que des 2300 milliards de dollars s'étaient évaporés, qu'il n'y aurait pas d'enquête et que les responsables ne seraient pas jugés. On a pu constater la même arrogance à propos de scandale de la torture, du scandale de l'aide d'urgence offerte aux banquiers, du scandale de la guerre d'Irak et de l'avancée de la vague policière constituée par le département de la Sécurité de la patrie pour ranger sous l'étiquette de « terroriste » toute personne en désaccord avec la politique du gouvernement ou attachée à la Constitution des États-Unis.

Il est essentiel et urgent d'engager une enquête sur les milliards ayant disparu du département de la Défense, prélude à d'autres enquêtes ultérieures sur la corruption manifeste du gouvernement des États-Unis. C'est le seul moyen de regarder la réalité en face, de réfuter les mensonges des grands médias et de comprendre que la corruption menace de détruire ce qu'il reste de la Constitution, de la confiance publique et de la liberté réelle.

### Robert Parry

Journaliste à l'Associated Press et Newsweek, Robert Parry a été un des principaux enquêteurs sur l'affaire dite de l'irangate sous la présidence Reagan. Déçu par la futilité et l'incurie des journalistes de la presse anglo-saxonne, il a fondé en 1995, avec Robert Solomon, le magazine d'investigation Consortium News et réalisé des documentaires sur les tractations secrètes autour de la libération des otages en Iran (October Surprise), les narcotrafiquants politiques soutenus par l'administration US (Contra-Coca), l'influence grandissante de la secte Moon à Washington ainsi que l'ascension de la famille Bush et les manipulations électorales lors de l'élection 2000. Il est notamment l'auteur de *Secrecy & Privilege : Rise of the Bush Dynasty from Watergate to Iraq* et de *Lost History : Contras, Cocaine, the Press & 'Project Truth'.*

### Les articles de cet auteur

#### Andrew Hughes

### Les articles de cet auteur

#### Allan Nairn

#### Roxana Tiron

### Les articles de cet auteur Sources :

Project Censored / Red Voltaire.

Traduction : Réseau Voltaire.

Nous remercions les contributions de :

Étudiant chercheur : Chris McManus.

Tuteur : Diana Grant, Ph.D., Sonoma State University.

[1] ConsortiumNews.com, 13 novembre 2008, "[The Danger of Keeping Robert Gates](#)", par Robert Parry ;

[2] William Matthews, "[Lynn gets waiver from Obama lobbyist rules](#)", Federal Times, 26 janvier 2009.

[3] Global Research, 13 février 2009, "[Obama's Defense Department Appointees- The 3.4 Trillion Dollar Question](#)", par Andrew Hughes.

[4] Democracy Now ! 7 janvier 2009, "[Obama Nominee Admiral Dennis Blair Aided perpetrators of 1999 church Killings in East Timor](#)", par Allan Nairn (interviewé).

[5] The Hill, 24 novembre 2008, "Ties to Chevron, Boeing Raise Concern on Possible NSA Pick", par Roxana Tiron.

<http://www.voltairenet.org/article167030.html>

---

### 3-3 La promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage de position de l'auteur mais doit être vu comme information

M. Martin Scheinin, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, a déclaré que « le régime antiterroriste créé par le Conseil de sécurité est en dehors de la portée de ses pouvoirs ».

Le Rapporteur spécial s'est exprimé, aujourd'hui, au Siège de l'ONU, à New York, lors d'une conférence de presse, à l'occasion de la présentation de son sixième et dernier rapport soumis à l'Assemblée générale.

M. Scheinin a souligné que la plupart des questions abordées dans son rapport se concentrent sur les mesures prises par le Conseil de sécurité pour lutter contre le terrorisme, en particulier sous le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Le Rapporteur spécial a déclaré que les « deux pierres angulaires » de l'action des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme sont les résolutions 1267 (1999) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Basées sur

l'Article 39 de la Charte, ces résolutions font référence à des « actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix, et d'acte d'agression ».

Dans son dernier rapport à l'Assemblée générale, M. Scheinin estime qu'à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1373, le Conseil de sécurité devrait remplacer les résolutions 1373 et 1267 par une seule résolution. Cette nouvelle résolution n'invoquerait pas le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et ne serait donc pas placée sous son régime, qui autorise notamment le recours à la force. L'idée serait de mettre ainsi en place un cadre unique pour l'action antiterroriste.

« Les deux résolutions actuelles n'ont pas de fondement juridique approprié dans le Chapitre VII », a tenu à souligner le Rapporteur spécial. Malgré la gravité de la menace terroriste, M. Scheinin a estimé qu'il n'y a pas de justification dans l'exercice, par le Conseil de sécurité, de pouvoirs de sanctions quasi judiciaires supranationaux à l'égard d'individus, ni de pouvoirs législatifs supranationaux à l'égard des États Membres.

La résolution 1267 (1999) a mis en place des sanctions contre les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, a-t-il indiqué. Ces sanctions visaient un groupe de personnes bien défini et étaient limitées dans le temps et dans l'espace. Ce régime a été élargi ensuite par la résolution 1390 (2002) sans cependant qu'il n'ait été accordé aucun lien avec un territoire ou un État précis, a-t-il noté.

Le Rapporteur spécial a estimé qu'à l'époque, la résolution 1267 pouvait apparaître comme une mesure d'urgence justifiée, face à une menace concrète existant en Afghanistan. Toutefois, a-t-il poursuivi, le recours au Chapitre VII pour maintenir une liste permanente d'individus et d'entités terroristes dans le monde « va au-delà des pouvoirs » et des prérogatives du Conseil de sécurité.

S'agissant de la résolution 1373, M. Scheinin a dit comprendre les motifs de son adoption, en 2001, à la suite des attentats du 11 septembre de la même année. Cependant, aujourd'hui, « cette résolution pose des risques pour la protection d'un certain nombre de normes internationales relatives aux droits de l'homme », a-t-il précisé. Il y a actuellement 173 États parties à la Convention pour la répression du financement du terrorisme, a-t-il rappelé.

Dans son rapport, M. Scheinin s'est aussi félicité des progrès réalisés par le Conseil de sécurité dans les procédures d'inscription ou de radiation de la liste des personnes et entités visées par les sanctions du fait de leurs activités terroristes. Il a également salué la mise en place d'un Bureau du Médiateur chargé de recevoir les demandes des personnes et entités qui souhaitent être radiées de la liste.

Concernant les opérations de l'ONU sur le terrain, y compris toute participation à des opérations antiterroristes, le Rapporteur spécial a évoqué l'élaboration d'un code de conduite uniforme sur la lutte contre le terrorisme et pour les autres opérations de maintien de la paix.

M. Scheinin a également appelé les États à la création d'une cour mondiale des droits de l'homme dotée de compétences spéciales *ratione personae* par rapport à l'ONU et ses organes.

Le Rapporteur spécial a pris la parole hier devant le Comité des sanctions du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaïda et les Taliban. Demain, il doit rencontrer le Comité du Conseil de sécurité contre le terrorisme.

---

### 3-4 Lutte contre le terrorisme : un expert critique le régime créé par le Conseil de sécurité.

« Le régime de lutte contre le terrorisme créé par le Conseil de sécurité dépasse le cadre de ses pouvoirs », a estimé cette semaine le Rapporteur spécial sur la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme, Martin Scheinin, lors de la présentation de son rapport annuel à l'Assemblée générale de l'ONU.

Selon lui, les obligations de notification imposées aux États membres par la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité sur la lutte contre le terrorisme « équivalent à une mesure quasi-législative illimitée dans le temps et l'espace ».

Ces obligations « sont désormais détachées d'une situation concrète de conflit prévu par le chapitre VII de la Charte de l'ONU et continuent de poser des risques pour la protection des droits de l'homme et la primauté du droit international », a-t-il poursuivi.

Pour le Rapporteur, il est problématique d'imposer des obligations contraignantes permanentes pour des actes de terrorisme qui n'ont pas encore eu lieu, dans la mesure où « il n'existe pas de définition précise et universellement acceptée du terrorisme ».

Lors de son exposé, Martin Scheinin a également rappelé que les progrès rapides réalisés dans la ratification de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme depuis 2001 « ont fourni une base juridique appropriée pour encadrer les obligations des États dans ce domaine ».

Pour l'expert onusien, tout aussi problématique est le régime de sanction créé par la résolution 1267 (1999) contre Al-Qaïda et les Taliban, basé sur l'existence d'une menace concrète pour la paix et la stabilité internationale, « mais qui a par la suite été étendu à un système ouvert de sanctions sans liens avec le territoire d'un État ».

Tout en se félicitant de la création en 2009 d'un Bureau du Médiateur du Comité 1267 –le comité de sanction contre Al Qaïda et les Taliban- initiée par le Conseil de sécurité pour réformer les procédures de radiation des listes, Martin Scheinin estime que « le système actuel continue de poser des problèmes pour le respect des droits de l'homme ».



« Il est essentiel que les personnes et entités désignées aient accès aux tribunaux nationaux pour contester toute mesure d'exécution de sanctions, qui sont le résultat de décisions politiques prises par des diplomates », a-t-il expliqué.

Le Rapporteur spécial recommande donc au Conseil de sécurité de remplacer les régimes créés par les résolutions 1373 et 1267 par une résolution unique, qui n'ait pas la force contraignante du chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

« Cela placerait les mesures anti-terroristes et les obligations de notification imposées aux Etats sous un cadre unique », a-t-il indiqué, ajoutant qu'une « telle résolution devrait inclure des dispositions explicites aux droits de l'homme et réaffirmé l'obligation des Nations Unies de se conformer au droit international ».

« Le listage de personnes par leur nom au niveau de l'ONU devrait être remplacé par des mesures de conseils et d'assistance aux États membres, y compris sur les garanties de procédure régulière dans l'établissement des listes nationales de terroristes », a encore estimé Martin Scheinin, qui a souligné toutefois que les mesures de lutte contre le terrorisme et celles de protection des droits de l'homme n'étaient « pas contradictoires ».

« Les efforts en faveur de la défense des droits de l'homme rendent la lutte contre le terrorisme par les États encore plus efficace, dans la mesure où les violations des droits de l'homme par les États ne font que renforcer les motifs du terrorisme », a-t-il conclu.

Centre d'actualité de l'ONU

Martin Scheinin.

27 octobre 2010 –

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=23486&Cr=terrorisme&Cr1>

<http://www.voltairenet.org/article167407.html>

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19